



**CONFÉDÉRATION PARLEMENTAIRE DES AMÉRIQUES
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE
QUERÉTARO, MEXIQUE
20 AU 25 JUILLET 2010**

**Commission de l'économie, du commerce, du travail, de la compétitivité et
des blocs commerciaux**

**Résolution concernant les Perspectives commerciales en Amérique dans un
marché mondialisé**

Nous, législateurs des Amériques réunis à Querétaro (Mexique), à l'occasion de l'Assemblée générale extraordinaire de la Confédération parlementaire des Amériques :

rappelant que neuf États des Amériques célèbrent le bicentenaire de leur indépendance, qui remonte aux événements historiques ayant conduit au mouvement indépendantiste latino-américain, lequel a correspondu à un vaste processus de consolidation des nationalités forgées à partir du courage de la lutte pour l'indépendance, et qui s'est poursuivi à travers un autre processus de restauration, de coopération et de consolidation d'États libres et souverains, ouvrant la voie à l'ère de la mondialisation des marchés;

soulignant le fait que la mondialisation est un processus irréversible, qui amène les marchés et les États à compétitionner sur un marché de plus en plus complexe et de plus en plus concurrentiel, et le fait que les États, incapables de s'adapter à ces changements, sont condamnés à demeurer dans une atmosphère défavorable au progrès et au développement de leurs économies;

comprenant le contexte créé par l'ouverture des marchés mondialisés, qui correspond à une phase particulière du système capitaliste qui survient lorsque les marchés nationaux deviennent trop petits pour remplir les exigences du processus d'accumulation et d'expansion du capital;

admettant que la création de marchés plus vastes ouvre des perspectives commerciales plus intéressantes dans les Amériques, situation qui amène à redéfinir les marges de manœuvre dont disposent les États, et qu'en conséquence, leurs intérêts sont confrontés à ceux de la mondialisation, en particulier à ceux des grandes entreprises transnationales considérées comme leur moteur;

conscients de la crise financière actuelle qui sévit depuis 2007 et qui a comme conséquence une contraction de l'économie de la majorité des pays d'Amérique, entraînant des niveaux élevés de chômage, une baisse du taux de croissance des entreprises de toute taille et de tous les secteurs et la chute du commerce international qui en résulte;

extrêmement préoccupés, les parlements membres de la Confédération parlementaire des Amériques n'ont pas échappé à la problématique actuelle qui perturbe les grandes économies du monde, laquelle se répercute de manière directe sur les économies de nos pays et sur leur croissance;

de plus, historiquement, les pays du continent américain constituent depuis leur indépendance une région stratégique à cause de leur situation géographique, de leur richesse ethnique et culturelle, de leur abondance en ressources naturelles et matières premières, ce qui les rend attrayants et leur ouvre des perspectives commerciales plus riches et plus intéressantes;

dans ce contexte, nous, parlementaires qui participons à l'Assemblée générale extraordinaire de la COPA, convaincus de la nécessité d'opérer des transformations profondes dans le système économique international et de créer des perspectives commerciales pour nos économies dans un marché mondialisé;

RÉSOLVONS :

PREMIÈREMENT, de reconnaître l'importance que revêt, pour les congrès membres de la Confédération parlementaire des Amériques, la déclaration conjointe concernant les questions économiques faite à l'occasion du Sommet de l'Unité (XXI^e Sommet du Groupe de Rio) et du II^e Sommet de l'Amérique latine et des Caraïbes sur l'Intégration et le Développement, signée par les chefs d'État et de gouvernement à Rivera Maya (Cancún, Mexique), le 23 février 2010;

DEUXIÈMEMENT, de promouvoir la compétitivité des États grâce à des mécanismes qui favorisent le rayonnement de la culture des Amériques sur d'autres continents, la réalisation de projets conjoints visant le développement de la science et de la technologie, l'investissement dans les infrastructures, l'élimination des barrières commerciales grâce à des accords préférentiels

régionaux pour améliorer la qualité de vie des citoyens de l'ensemble des Amériques, sans pour autant porter atteinte à la souveraineté des pays;

TROISIÈMEMENT, de favoriser la transparence et l'entière disponibilité de l'information sur les marchés mondiaux, défi qui doit être relevé à travers un renforcement de la discipline, de la stabilité et de la crédibilité des institutions et des marchés commerciaux;

QUATRIÈMEMENT, de développer les échanges d'information et la législation interne pour appuyer des mesures qui favorisent la stabilité et l'établissement de petites et moyennes entreprises par rapport aux monopoles transnationaux;

CINQUIÈMEMENT, d'instaurer des mesures permettant la reconfiguration des systèmes financiers d'Amérique et le système international, afin d'éviter, à l'avenir, les crises financières et commerciales, car les perturbations économiques et commerciales se répercutent sur tous les secteurs nationaux, en augmentant la pauvreté et la marginalisation, obligeant les États à repenser les politiques publiques;

SIXIÈMEMENT, d'encourager et de développer, dans un marché mondialisé, des opportunités commerciales en Amérique, qui tiennent compte des différences entre les niveaux de développement et la taille des économies du continent;

SEPTIÈMEMENT, de générer des initiatives d'intégration pour la région en restant ouverts au commerce international, avec la ferme conviction de parvenir à un espace économique commun en Amérique;

HUITIÈMEMENT, de presser les ministres du Commerce de nos nations pour qu'ils stimulent le commerce des biens et services, en prenant des mesures nécessaires à la préservation des niveaux actuels de commerce et d'accès aux marchés, afin de satisfaire l'ensemble du continent américain et de compenser efficacement pour la chute de la demande provenant du reste du monde. De la même manière, nous leur demandons de prendre des mesures pour favoriser l'accès au marché des pays en voie de développement et de ceux qui ne disposent pas d'une fenêtre sur la mer;

NEUVIÈMEMENT, d'exhorter nos gouvernements à donner suite aux négociations qui ont lieu dans le cadre du Cycle de Doha de l'Organisation mondiale du commerce, dans le but d'ouvrir des perspectives commerciales plus larges et équitables, susceptibles de profiter à l'ensemble du continent américain. De même, nous leur demandons de produire un rapport afin de nous informer quant aux accords conclus dans le cadre des négociations.

Fait à Querétaro (Mexique), le 23 juillet 2010